

Migrations africaines et violences : Où est le danger ? Où est la vérité?

Aminata Dramane Traoré

Ancienne ministre, essayiste, Animatrice du Forum pour un Autre Mali (**FORAM**)

1. "C'est l'Afrique qui est en danger"

Dans quelques jours, avec la fin des élections législatives, la France va tourner l'une des pages les plus tumultueuses et les plus édifiantes de son histoire sans que, par ici, au Mali, au Cameroun, au Niger et ailleurs, dans ses anciennes colonies d'Afrique, nous ayons mesuré toute la gravité du tournant dont il s'agit pour nous.

Pour les cinq années à venir, elle est de droite, libérale et décomplexée. Ainsi l'a voulu la majorité des Français et des Françaises, dans le cadre d'un processus électoral où tout, ou presque tout, passe au peigne fin, sans tabou contrairement à nos démocraties balbutiantes où la transparence des urnes prime sur le débat de fond quant à notre sort dans un monde dit globalisé mais en réalité compartimenté, dont nous sommes le parent pauvre ainsi que le paria. C'est d'abord en cela que nous sommes en danger. Car, contrairement aux Français qui ont les moyens et la latitude de se battre pour leurs acquis sociaux, quelle que soit la force de la vague bleue, l'effet Tsunami est garanti pour nous, Africains, faute de contre-pouvoir et de système de défense.

Le changement générationnel que nous appelions, nous aussi, de tous nos vœux, avec la fin de l'ère Chirac, a bien eu lieu, sauf que notre continent est sacrifié sur l'hôtel du marché roi. N'entendez-vous pas au large des côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée les cris des milliers de jeunes naufragés qui doivent ce destin cruel à la primauté des valeurs marchandes sur le droit à la vie. La droite française qui les revendique haut et fort n'est décomplexée que par rapport à l'enrichissement, ici et maintenant, aux crimes économiques du passé et à venir ainsi qu'au repli identitaire. Car pour aller vite, dans l'accumulation des richesses, il vaut mieux être entre soi, parler la même langue, pratiquer la même religion et avoir la même couleur de peau.

L'immigration zéro de l'extrême droite n'étant pas réalisable, à moins d'exterminer tous les non-blancs, l'immigration choisie fera l'affaire.

L'Afrique noire paie un tribut particulièrement lourd à cet ordre arrogant, sélectif, nécessairement autoritaire et violent. Pour rassurer une opinion publique française sous hypnose mais malgré tout consciente de ses valeurs de justice et de fraternité, on tâchera d'arroser la fermeté d'un zeste d'humanité. C'est ainsi que le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement, Brice Hortefeux, s'est penché il y a quelques jours à Toulon, sur les dépouilles de dix-huit de ces milliers d'hommes, de femmes et d'enfants que la fermeté condamnent à voyager dans l'ombre. Il n'a pas pu s'empêcher de rappeler face à ces corps sans vie, qu'ils "*étaient tous des candidats à l'immigration clandestine tentant de rejoindre illégalement les terres européennes*".

Le mal dont nous sommes devenus malgré nous le symbole sera combattu avec une "fermeté" certaine quand il s'agit de nous, les Africains. Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement, aurait tout aussi bien pu s'appeler "le ministère du tri et de la mise à distance des Africain(e)s que la droite libérale, juge inutiles à la France".

La plupart des passagers des vols d'Air France, vers les différentes capitales africaines, seraient de cet avis. Ceux du vol AF 796, le 26 mai 2007 ont assisté à l'une de ces scènes qui édifient quant au sort réservé aux humbles et aux laissés pour compte "*On croit d'abord*

à une bagarre entre passagers. Certains veulent les séparer mais en sont vite dissuadés par les policiers qui se font alors connaître. S'ensuit une scène d'une grande violence : l'un des policiers pratique un étranglement sur le passager, l'autre lui assène de grands coups de poing dans le ventre. Ses hurlements se transformèrent en plaintes rauques. Cette tentative de maîtrise dure dix minutes, peut-être plus et suscite immédiatement chez les passagers un mouvement de protestation qui n'a aucun effet sur les violences en cours... Sous les huées des passagers, l'homme finit par être immobilisé et sanglé. Il perd connaissance, yeux révulsés, langue pendante, écume au lèvres..."

Et gare à ceux et celles qui ont le malheur de voir que leurs semblables souffrent, entendent leurs cris et réagissent. Une "notice d'information" du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire leur rappelle que la décision de reconduite d'un étranger est un acte légitime de l'Etat français. Ceux qui, à l'instar de Michel Dubois, n'écoutent que leur cœur et réagissent risquent d'être poursuivis. A la criminalisation des migrants s'ajoute celle de la solidarité et de la citoyenneté. A nous d'affronter seuls la peur et la honte des expulsions, c'est à dire la mise à distance et à l'index.

Au fur et à mesure que les distances se rétrécissaient du fait des progrès des moyens de transport et de communication, nous avons espéré que nous pourrions rencontrer les autres, nos semblables, et que entre Français et Maliens, Européens et Africains libérés de nos préjugés et de nos peurs, nous allions enfin nous apprivoiser mutuellement. C'est Antoine de Saint-Exupéry qui dit que si nous nous apprivoisons, nous aurons besoin l'un de l'autre. Il n'avait pas vu venir la mondialisation marchande et déshumanisante, dans laquelle tout se mesure en termes de taux de croissance et de PIB. C'est ainsi que l'ancien ministre de l'Intérieur est venu nous notifier à Bamako que la France n'a pas économiquement besoin de l'Afrique.

De quel côté se situe donc le danger ? Du côté des morts, dont les 4 000 naufragés des dix derniers mois de 2006, ainsi que des dizaines de milliers de morts-vivants que sont les expulsés, ou du côté de la très riche et puissante Europe dont les membres, en l'occurrence la France, ont balisé eux-mêmes les voies migratoires en allant à la conquête des pays d'origine des "indésirables".

Les événements dramatiques de Ceuta et Melilla en septembre/octobre 2005, suivis des émeutes des banlieues et de l'occupation du gymnase de Cachan par des « sans papiers », étaient de la part des "nouveaux damnés de la terre" autant de cris et de gestes de désespoir pour rappeler que si le monde est devenu dangereux, ce sont eux qui sont en péril. Mais la France ne semble pas avoir compris. Quant à l'Afrique des dirigeants politiques acquis au dogme néolibéral, elle s'est voilée la face et continue de se réfugier dans un silence coupable.

Les six grévistes de la faim de Cachan le soulignent dans leur lettre au Président de la République française, lorsqu'ils disent *"Nous ne sommes ni des criminels, ni des profiteurs... Nous ne sommes pas dangereux, mais en danger"*.

2. Où est la vérité ?

Les puissants de ce monde voudraient, malgré tout, avoir le monopole de la vérité et de la justice. Les problèmes sont délibérément mal posés pour *"légitimer les odieuses solutions qu'on leur apporte"*, faisait déjà remarquer Aimé Césaire dans son lumineux « Discours sur le colonialisme ».

Les électeurs(trices) français(e)s et européen(ne)s qui se laissent piéger par le spectre d'une invasion de leurs pays et, d'une manière générale, de l'Europe, par des migrants "illégaux", "clandestins", "sans papiers", seraient plus solidaires avec ceux-ci s'ils savaient que la

mondialisation dont ils redoutent tant les méfaits est allée fort loin en Afrique dans la destruction de l'emploi, notamment celui des jeunes, du lien social et des écosystèmes.

Dans son appel *"fraternel"* à tous les Africains, le nouveau Président de la France qui se promet de nous *"aider à vaincre la maladie, la famine, la pauvreté et à vivre en paix"*, commet la même erreur que les autres dirigeants occidentaux. Ils s'interdisent de diagnostiquer les maux du continent à la lumière des conséquences de leurs propres appétits et convoitises de matières stratégiques. La crise du Darfour, pour laquelle la France se passionne tant avec son nouveau ministre des Affaires Etrangères, Bernard Kouchner, comme chef d'orchestre, ainsi que les flux migratoires africains dont elle préfère occulter les causes historiques et macro-économiques, souffrent de ce déficit théorique.

Du Biafra au Darfour, certains humanitaires privilégient la part de la destruction et de la souffrance humaine qui se laisse saisir et médiatiser. Ils taisent délibérément – dépendance financière oblige - les intérêts des nations riches et les enjeux géostratégiques qui, en lame de fond, déchirent le continent, attisent des rivalités et des conflits interethniques anciens ou nouveaux qui se seraient résorbés si la démocratie avait revêtu son sens véritable. Les prouesses des nouvelles technologies de l'information et de la communication n'aident en rien la maturité politique. Le vacarme mondial vise à cacher la vérité aux peuples. La surmédiatisation des famines et des guerres en Afrique à la veille des grand-messes de la communauté internationale est tout simplement indécente. Nous sommes offensés, ainsi que nos enfants au ventre ballonné, aux membres décharnés et aux regards écarquillés, comme surpris par l'horreur et l'hypocrisie qui caractérisent l'ordre du monde. Les images insupportables du Darfour, qui ont été largement diffusées pendant le dernier sommet du G8 à Heiligendamm (Allemagne), rappellent étrangement celles des victimes de la famine au Niger qui l'ont été tout autant en 2005, juste avant et pendant le sommet du même G8 à Gleneagles (Écosse). L'Afrique est assurément en danger lorsque la droite libérale et décomplexée rejoint, la main sur le cœur, le G8 en plaidant pour le Darfour alors que la chasse aux Noirs bat son plein au nom de l'immigration choisie.

L'Afrique n'est pas dans l'impasse pour avoir refusé de s'ouvrir à l'économie mondiale à laquelle sa participation en termes relatifs, est plus importante que celle des autres régions mais pour l'avoir subie depuis le commencement. Le scandaleux dossier des subventions américaines et européennes à leurs cotonculteurs et la manière dont l'Union Européenne veut arracher aux pays ACP des accords de partenariat économique qui les fragilisent prouve que pour gagner, les pays riches doivent tricher et sur toute la ligne.

Le FMI et la Banque mondiale se trompent sans arrêt de solutions et s'autopardonnent; la France et les autres membres du club des riches font semblant de s'indigner devant les victimes du Darfour alors qu'il s'agit du contrôle du pétrole face à une Chine boulimique et décomplexée, elle-aussi, quant à la bonne gouvernance, selon les règles de l'Occident.

Pourquoi les mêmes puissances mondiales n'ont pas réagi avec le même compassion face aux millions de morts et de déplacés des guerres de la Région des Grands lacs? Et pourquoi ne viennent-ils pas immédiatement, avec les moyens financiers et technologiques requis au secours des centaines de millions de jeunes, qui d'un bout à l'autre du continent, sont éjectés des économies locales et nationales au nom de la rigueur et de la compétitivité. S'ils étaient sincères et cohérents dans ce qu'ils disent et font, les flux migratoires africains s'estomperaient.

La quasi-totalité des candidats africains à l'émigration légale et illégale, ne songeraient pas à quitter leurs pays si, au lieu des fausses annulations de dette du G8 et des conditionnalités, l'Afrique enregistrait des efforts substantiels sans chantage et sans ingérence aucune.

3. Que dire du fameux codéveloppement ?

Le codéveloppement peut être résumé dans les circonstances actuelles comme la touche d'humanité sur laquelle comptent les artisans de l'immigration choisie, à la fois pour freiner les départs, pour favoriser le retour de ceux qui se laissent convaincre, leur participation au développement de leurs pays d'origine. L'approche sécuritaire et l'approche développementaliste sont ainsi appelées à faire bon ménage. N'est-ce pas effarant de constater ainsi qu'un simple colmatage de brèches, assorti d'un accompagnement institutionnel plus ou moins probant, devienne, en l'absence d'un bilan rigoureux des résultats acquis, une porte de sortie à un drame humain d'une si grande ampleur? Je suis littéralement ahurie quand j'apprends qu'il s'agit d'étendre à tous les pays de l'Afrique subsaharienne, des projets du type de ceux qui sont mis en œuvre au Mali. Car, j'ai beau regarder autour de moi, je ne vois rien de pertinent et de convaincant, de nature à retenir les jeunes candidats au départ, ou les 1700 cobayes qui, depuis 1995, ont participé au codéveloppement. J'ai plutôt l'impression qu'il s'agit d'une tentative de détournement du projet migratoire de son objectif initial qui, pour la grande majorité des migrants, est l'aide à leurs familles. La pertinence du concept tiendrait au fait que les migrants eux-mêmes se sont investis depuis les années 60 dans des actions de développement de leurs localités et pays d'origine.

Le codéveloppement serait un progrès parce qu'il innoverait en rentabilisant davantage l'argent des migrants par le truchement de l'investissement productif. Rien n'est moins certain tant que l'on n'aura pas desserré l'étau de la dette extérieure, des conditionnalités des bailleurs de fonds et dénoncé le caractère déloyal du commerce mondial. À qui les jeunes candidats à l'immigration ou des migrants de retour vendront-ils quand les marchés sont inondés de biens subventionnés venus d'Europe et d'ailleurs, auxquels il faut ajouter les produits chinois bon marché.

Si le codéveloppement n'est que leurre et la coopération au développement un pillage, la perspective d'expulser 25 000 personnes par an dans des pays ruinés par le système néolibéral est plus qu'inquiétante. Les pays riches sont certainement libres de se barricader et de ne pas accueillir la misère du monde pourvu qu'ils ne contribuent pas à la secréter et à l'aggraver en amont par leur comportement de prédation et de sabotage de processus de démocratisation.

Puissent les électeurs et électrices de France et des autres pays européens piégés par le discours alarmiste des combattants de l'immigration clandestine se souvenir, au moment de glisser leur bulletin dans l'urne, que l'ennemi africain - arabo-musulman et subsaharien - est une construction politique. Qu'ils se souviennent surtout que leur vote engage également notre destin.

Bamako, le 13 juin 2007